



# Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. restreinte  
24 février 2011  
Français  
Original: anglais

## Conseil du commerce et du développement

### Cinquante-deuxième réunion directive

Genève, 11 et 12 avril 2011

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Questions institutionnelles, questions d'organisation,  
questions administratives et questions connexes**

## Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil

### Demande émanant de l'Observatoire des PMA

#### Note du secrétariat de la CNUCED\*

#### *Résumé*

Le secrétariat de la CNUCED a reçu de l'Observatoire des PMA une demande d'inscription par le Conseil du commerce et du développement sur la liste visée à l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil.

Après avoir examiné les informations reçues, le secrétariat estime que, sous réserve de l'assentiment du Bureau du Conseil du commerce et du développement, l'Observatoire des PMA peut être classé dans la catégorie générale, conformément au paragraphe 12 a) de la décision 43 (VII) du Conseil.

Le Conseil voudra sans doute se prononcer sur cette demande à sa cinquante-deuxième réunion directive.

On trouvera en annexe des renseignements concernant l'Observatoire des PMA.

\* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus parce que le Conseil du commerce et du développement a approuvé la tenue de sa cinquante-deuxième réunion directive le 16 février 2011.

## Annexe I

### **Renseignements généraux concernant l'Observatoire des PMA**

#### **Historique**

L'Observatoire des PMA est issu d'un processus établi par l'Organisation des Nations Unies pour permettre aux organisations non gouvernementales (ONG) de participer à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Bruxelles en 2001. Un forum mondial de la société civile a été financé par l'Union européenne, et le «Forum des ONG sur les PMA», composé de représentants des PMA, de l'Europe et des États-Unis d'Amérique, a été créé après la Conférence de Bruxelles. Un comité directeur a été institué afin de superviser la mise en œuvre des engagements figurant dans le Plan d'action de Bruxelles. L'Observatoire des PMA issu de cette initiative a vu le jour en juillet 2004.

#### **Buts et objectifs**

L'objectif général de l'Observatoire des PMA est de mobiliser l'énergie, les compétences et l'engagement de la société civile pour superviser la mise en œuvre effective du Plan d'action de Bruxelles et de s'employer à façonner des stratégies futures afin de parvenir au développement durable dans les PMA. L'Observatoire des PMA entend:

- a) Faire mieux connaître au grand public, aux organisations de la société civile et aux gouvernements des PMA ainsi qu'aux gouvernements et organismes partenaires pour le développement et aux institutions multilatérales pertinentes le Plan d'action de Bruxelles, ainsi que tous les autres objectifs de développement convenus au niveau international;
- b) Renforcer les capacités des organisations de la société civile des PMA pour mener des actions de plaidoyer, de persuasion, de mobilisation et de réseautage efficaces en faveur de la mise en œuvre du Plan d'action de Bruxelles et de tous les autres objectifs de développement convenus au niveau international;
- c) Renforcer la volonté politique et l'engagement de toutes les parties prenantes afin de parvenir au développement durable dans les PMA;
- d) Renforcer les capacités des organisations de la société civile des PMA, notamment de celles qui représentent les vues et intérêts des groupes critiques – femmes, agriculteurs, syndicats, etc. –, afin de faire pression en faveur de la mise en œuvre des programmes spéciaux pour les PMA;
- e) Établir un réseau qui fera pression pour un changement de volonté politique au sein des gouvernements et organes internationaux pertinents, afin qu'ils se conforment strictement à leurs engagements de mettre en œuvre les mesures recensées dans les programmes spéciaux en faveur des PMA;
- f) Promouvoir une meilleure prise en compte et intégration des exigences spécifiques des PMA dans le cadre des processus de développement mondiaux, y compris la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le Consensus de Monterrey sur le financement du développement;

g) Mobiliser et préparer la société civile en vue de son engagement effectif dans les préparatifs de la quatrième Conférence sur les PMA.

## Composition

L'Observatoire des PMA comprend des points focaux nationaux dans 33 PMA et dans 5 pays autres que des PMA (voir annexe II).

## Structure

Le Comité directeur de l'Observatoire des PMA est composé des membres suivants:

- a) M. Arjun Karki (Coordonnateur international), Rural Reconstruction Nepal (RRN), Katmandou (Népal);
- b) M. Demba Dembele (Président), Africaine de recherche et de coopération pour l'appui au développement endogène (ARCADE), Dakar (Sénégal);
- c) M. Simon Stocker (Secrétaire), Eurostep (Belgique);
- d) M<sup>me</sup> Thida Khus (Trésorière), Silaka, Phnom Penh (Cambodge);
- e) M<sup>me</sup> Azeb Girmai (membre), Environmental Development Action in the Third World (ENDA-Ethiopia), Addis-Abeba (Éthiopie).

L'Observatoire des PMA se réunit en principe deux fois par an, une fois physiquement et une fois par téléconférence. Les activités sont exécutées par le secrétariat international, en concertation, en coordination et en collaboration avec les points focaux nationaux et les bureaux extérieurs établis dans différentes régions du monde. Les points focaux nationaux sont aidés par les points focaux régionaux au Sénégal, au Cambodge et en Éthiopie ainsi que par le Bureau de coordination européen en Belgique (dans les faits le point focal régional pour l'Europe). Pour les consultations nationales et régionales avec la société civile, le secrétariat collabore étroitement avec le point focal national, qui encadre les participants, prend les dispositions logistiques et accueille les manifestations ou activités au niveau local.

## Ressources financières

### Bilan comptable

<i>En euros</i>	2008	2009
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	63 986	69 545
Transferts de fonds au cours de l'année	152 364	104 554
Intérêts bancaires	244	403
Différence de change	-	1 107
<b>Fonds disponibles pour la période</b>	<b>216 594</b>	<b>175 609</b>
Coût des programmes	79 334	73 453
Actions de mobilisation, de plaidoyer et de persuasion	58 517	40 511
Mobilisation et plaidoyer – matériels et moyens	5 657	2 595
Changements climatiques	-	4 530
Différence de change	3 541	-

<i>En euros</i>	2008	2009
<b>Dépenses totales</b>	<b>147 049</b>	<b>121 089</b>
<b>Solde</b>	<b>69 545</b>	<b>54 520</b>
Dont		
Solde bancaire	117 168	96 958
Avances recouvrables en espèces ou en nature	12 247	4 495
Moins: montants à payer	(59 870)	(46 933)
<b>Actifs de roulement nets</b>	<b>69 545</b>	<b>54 520</b>

L'Observatoire des PMA a levé pour le financement ordinaire un montant de 50 000 euros auprès d'Oxfam Novib pour l'exercice 2009. ActionAid International lui a versé une contribution de 11 002 euros; la contribution de la Campagne des Nations Unies pour le Millénaire s'est élevée à 9 949 euros, et en sus de son soutien pour le financement des activités ordinaires Oxfam Novib a versé une autre contribution de 15 000 euros pour la participation à la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en décembre 2009. L'Observatoire des PMA a également reçu des fonds du Fonds coréen de développement (République de Corée).

## Relations avec d'autres organisations internationales

L'Observatoire des PMA a été accrédité auprès du Bureau du financement du développement et collabore étroitement avec le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement en vue des préparatifs pour la quatrième Conférence sur les PMA. L'Observatoire des PMA collabore également avec la Campagne des Nations Unies pour le Millénaire.

## Publications

L'Observatoire des PMA publie un bulletin et des notes d'information.

## Contacts

M<sup>me</sup> Jyoti Upadhyay, administratrice de programme au secrétariat international, assure les contacts avec la CNUCED: [jyoti@ldcwatch.org](mailto:jyoti@ldcwatch.org).

## Adresse

Secrétariat international:  
 c/o Rural Reconstruction Nepal (RRN)  
 PO Box 8130, Katmandu (Nepal)  
 Tél.: +977 1 442 7823.

## Langues

Langues de travail: anglais et français.

## Annexe II

### LDC Watch focal points

#### LDC Watch has national focal points in 33 LDCs:

- Afghanistan – Sanayee Development Organization (SDO)
- Bangladesh – EquityBD
- Benin – Groupe De Recherche Et D'action pour la Promotion de l'agriculture et du Développement (GRAPAD)
- Bhutan – Focal point advocating on issues of refugees
- Burkina Faso – Organisation pour le Renforcement des Capacités de Développement (ORCADE)
- Burundi – Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines (ADISCO)
- Cambodia – Silaka
- Central African Republic – Groupe d'action de Paix et de Formation pour la Transformation (GAPAFOT)
- Chad – Le Comité National des Jeunes pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Tchad (CNJ/OMD)
- Democratic Republic of the Congo (DRC) – Réseau Pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Économiques et Sociaux (PRODDES-RDCONGO)
- Djibouti – Organisation Djiboutienne de Bienfaisance et de Développement (HODAGAD)
- Eritrea – Eritrean Movement for Democracy and Human Rights (EMDHR)
- Ethiopia – Environmental Development Action in the Third World (ENDA), Economic and Social Council General Consultative Status since 1996
- The Gambia – Worldview
- Guinea – Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE)
- Lesotho – Consumers Protection Association
- Liberia – Foundation For Human Rights And Democracy (FOHRD)
- Malawi – Malawi Economic Justice Network
- Maldives – NGO Federation of Maldives
- Mali – Centre Amadou Hampâté Bâ (CAHBA)
- Mauritania – Association pour le Bien-Être Familial et le Développement Durable (ABEFDD)
- Nepal – Rural Reconstruction Nepal (RRN), ECOSOC Special Consultative Status since 1997
- Niger – Alternative Espaces Citoyens
- Niger – Association Nigérienne Des Scouts De L'environnement
- Senegal – Africaine De Recherche Et De Coopération Pour L'appui Au Développement Endogène (ARCADE)
- Solomon Islands – Development Services Exchange (DSE)
- Somalia – Somali Organization For Community Development Activities (SOCDA)
- Sudan – Edge
- United Republic of Tanzania – Tanzania Gender Networking Programme (TGNP)
- Timor-Leste – Peace and Conflict Studies Centre, National University of Timor-Lorosae
- Uganda – Southern And Eastern African Trade, Information And Negotiations Institute (SEATINI)
- Yemen – Human Rights Information and Training Center (HRITC), Economic and Social Council Special Consultative Status since 2004

- Zambia – Consumer Unity & Trust Society (CUTS)

**LDC Watch also has 5 Non-LDC focal points:**

- Belgium, European Coordination Office – Eurostep, Economic and Social Council Special Consultative Status since 2005
  - Finland – Service Centre for Development Cooperation (KEPA)
  - Denmark – MS ActionAid Denmark, (ActionAid has Economic and Social Council Special Consultative Status since 1991, UNCTAD General Observer)
  - Sweden – Forum Syd Head office
  - Norway – Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)
-